



# CLUB FNAU INTERNATIONAL

N°30 – Octobre 2012

## Actualités du Club

Le club International participera au second trimestre 2013 à la Fnau, avec les directeurs d'agences intéressés, à une réunion sur **la création d'agences urbaines au Sud** (en soi et par rapport à des « plateformes » alternatives).

Les Instituts des Métiers de la Ville (IMV), co-financés par des régions françaises avec les autorités locales, existent à Hochiminh Ville (coopération Rhône-Alpes) ainsi qu'à Hanoi et Antananarivo (Ile-de-France)

Ces plateformes peuvent constituer une intéressante alternative par rapport à la perspective d'agences urbaines, dans la mesure où elles assurent comme celles-ci les fonctions suivantes :

- formation de cadres locaux
  - assistance à maîtrise d'ouvrage par expertises et études
  - contacts avec les bailleurs,
- ainsi que, par ailleurs :
- mise en œuvre (et centre de gestion des dépenses) de coopérations décentralisées
  - liens avec les recherches française et locale
  - guichet d'information des acteurs français de l'urbain et réseaux (PFVT, etc).

La question peut toutefois se poser de l'évolution possible de telles structures portées à 50% par la coopération décentralisée française, et donc de leur rôle : jouer une sorte de rôle d'agence ou coexister avec une agence ? L'exemple des agences marocaines et mexicaines, complété par certaines expériences locales plus ponctuelles (Douala, Tunis..) pourrait ici avantager le débat sur au moins trois points : les fonctions, la gouvernance et le financement.

Sur les fonctions, les IMV « tournent » avec moins d'une demi-douzaine d'opérateurs en réseaux, gestionnaires de coopérations et d'évènements divers. Ce qui entraîne souvent une noria d'experts et de formateurs en tout

genre, venant entre autres du réseau Fnau. Mais c'est quand même avant tout par sa capacité propre d'expertises et d'études, par sa fonction de centre de ressources ou de « radar » du développement urbain ou métropolitain que se définit une agence urbaine, au Sud comme au Nord. Elle ne saurait donc se satisfaire des seuls experts de passage : ce serait financièrement difficile et surtout peu souhaitable sur le fond (par rapport aux élus, aux services et autres structures locales).

Sur le financement, on ne répètera jamais assez qu'un budget majoritairement assuré par le niveau local (ville, métropole..) reflètera d'autant son niveau d'implication. On peut bien sûr espérer des financements bilatéraux (coopération décentralisée, AFD, autres bailleurs), mais au risque d'artificialiser le processus (voir le déclin de l'Atelier d'Urbanisme d'Abidjan après le retrait de la coopération française), si tant est que ce montage soit encore envisageable en période de disette financière.

Sur cet aspect de la gouvernance, on peut certes envisager une co-direction à la mesure des participations financières respectives, mais qui dirigera alors qui pour faire quoi ? Et une « agence urbaine » peut-elle être ainsi « dehors et dedans », vis-à-vis de la collectivité territoriale dont elle est censée appuyer et éclairer les modes de développement urbain ?

Enfin on ne négligera pas qu'en Afrique subsaharienne comme en France, il faut un « désir d'agence » pour que la structure finisse par se créer, avec la conscience par les responsables locaux de son rôle futur d'ensembliser entre les différents niveaux locaux. Mais quand ils existent et quand ils ont des moyens. Si une ville réclame une agence pour faire son plan d'urbanisme, restons-en à la plateforme type IMV, tout en élargissant éventuellement ses capacités. Si une ville réclame une agence pour mieux connaître son territoire, le gérer, le promouvoir, bref y réfléchir au quotidien avec ses partenaires, ses voisins, l'Etat, etc., alors la réponse doit être oui, en présence ou pas d'une plateforme à maintenir. Et c'est là qu'on en revient à la question centrale du financement, des moyens de la coopération décentralisée (et des agences) et plus globalement, de garantir l'émergence comme la durabilité de telles structures.

Il est donc souhaitable que la Fnau ait une position claire au regard de cette problématique, avant de vouloir s'en saisir de façon conséquente avec des partenaires extérieurs et étrangers.

G.Antier – P.Berger Co-animateurs du Club

## Nouvelles des agences



### L'Agence de Lyon à Sétif (Algérie)

Le Grand Lyon a monté un partenariat sur trois ans renouvelable avec la wilaya de Sétif (Algérie). Cet accord prévoit des interventions dans le domaine des espaces verts, de la mise en lumière de la ville, de l'urbanisme et de l'économie. Hormis l'économie qui aide à tisser des liens directs de coproduction entre les acteurs privés, les trois premiers volets d'intervention s'expriment sous forme de transfert de savoir-faire.



L'Agence d'urbanisme de Lyon intervient en particulier sur l'aide à la mutation de la holding Urbase en formant le personnel aux métiers d'une agence. Elle conseille sur la mutation entre des compétences de commercialisateur - aménageur en compétence d'AMO. Au-delà, l'Agence de Lyon a accompagné le projet, innovant pour Sétif, de planification intercommunale.

Le principal sujet d'apprentissage par l'exemple, passe par l'animation des ateliers collaboratifs de projet urbain, avec l'ensemble des partenaires locaux. Il s'agit de dépasser les divergences locales sur le devenir du parc d'attraction central de Sétif et de concrétiser le projet de mutation en parc de qualité, en restant cohérent avec la trame verte et le vécu des habitants du quartier (voire plus largement de l'agglomération) et le caractère historique du lieu. Elle a injecté son savoir-faire en matière d'analyse urbaine, de benchmark sur les parcs et jardin adapté à la culture arabo - musulmane et a permis d'établir un premier scénario d'aménagement. La main est actuellement laissée aux acteurs locaux pour produire d'autres scénarios, pour permettre une décision politique finale.



L'Agence de St Omer a participé en octobre au **Bénin** à l'inauguration d'une adduction d'eau potable, la formation de techniciens béninois en cartographie et le lancement d'un projet transfrontalier Bénin/Togo pour la préservation et la valorisation du patrimoine.

Au **Cameroun**, la mission effectuée en juillet dernier (cf. Lettre 29) a permis de définir les axes de coopération :

- mettre en place un observatoire statistique municipal et partenarial
- appuyer techniquement les services municipaux dans l'élaboration de documents de planification
- améliorer la mobilisation des ressources fiscales locales par l'expérimentation d'outils participatifs.

## Au Forum Urbain Mondial

Le Club International et la Fnau ont participé à la **6<sup>e</sup> session du Forum urbain mondial**, organisée à Naples en septembre dernier avec plus de 8000 participants internationaux et de nombreux événements. Le Forum a constitué la première étape en vue de la 3<sup>e</sup> conférence sur les établissements humains durables (**Habitat III**). La ville de **Medellin** a été retenue pour accueillir la 7<sup>e</sup> session du Forum urbain mondial en **2014**.



De son côté, la « Campagne urbaine mondiale » a lancé un **Manifeste pour les villes**, qui plaide en faveur des principes suivants :

- Des infrastructures et des services, des réseaux de mobilité, du foncier et des logements accessibles, notamment aux pauvres.
- Un développement social inclusif, sûr et sain, prenant en compte les droits des femmes.
- Un environnement bâti écologique, fondé sur l'efficacité carbone.
- Une planification et des processus de prise de décision participatifs.
- Des économies locales dynamiques et compétitives promouvant un travail décent et rémunéré.
- La garantie du droit à la ville, égalitaire et non-discriminatoire.
- Donner aux villes et aux populations locales les moyens de mieux planifier les changements et gérer les crises.

**Pour recevoir cette lettre et  
envoyer des informations :**

Un simple courriel à [gilles.antier@iau-idf.fr](mailto:gilles.antier@iau-idf.fr)



Réalisation

Agence d'urbanisme  
pour le développement  
de l'agglomération lyonnaise



Accédez à l'information détaillée par un simple clic sur les liens soulignés en bleu !

## Focus : le secteur informel des déchets urbains

« *Le secteur informel ne peut pas être ignoré si l'on veut améliorer les systèmes de gestion des déchets urbains dans les pays en développement* » assure David Wilson, spécialiste des déchets et professeur à l'Impérial College de Londres. En 2011, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) confirmait ce propos : « *Il ne peut pas y avoir de modernisation durable, juste et efficace de la gestion des déchets dans les villes du Sud sans prise en compte du secteur informel* ».

Mais les choses ne sont pas si simples ! Si les experts recommandent de s'appuyer sur ces travailleurs non déclarés pour effectuer la collecte mais aussi le recyclage des déchets urbains, les municipalités « *sont réticentes à reconnaître ces populations, souvent considérées comme évoluant à la limite de la criminalité* », souligne Anne-Laure Ullmann, chef de projet à l'Agence française de développement, AFD. Par ailleurs, les conditions sanitaires catastrophiques pour ces « *collecteurs, chiffonniers, récupérateurs* » et la question du travail des enfants sont aussi des facteurs auxquelles les autorités locales doivent faire face. Mais, si les villes ne peuvent investir dans une gestion publique des déchets, « *les autorités locales doivent plutôt chercher à intégrer ces travailleurs et reconnaître leur contribution au service de l'ensemble de la population, que de vouloir les faire disparaître* », rappelle David Wilson.

Une étude récente de la Banque mondiale prévoit « *que la quantité totale de déchets produits par les villes devrait augmenter de 70 % d'ici 2025, et bien davantage dans les pays du Sud* ». La situation est alarmante, mais des solutions existent : des initiatives, sous forme d'associations ou de coopératives, entre municipalité et collecteurs du secteur informel essaient déjà : à Beni Mellal au Maroc, à Pune en Inde, à Buenos Aires (El Ceibo).

Aujourd'hui, dans les pays en développement la gestion des déchets urbains par le privé représente des craintes pour les travailleurs du secteur informels (environ 15 millions de personnes vivant dans la pauvreté vivent de ces activités dans les villes du Sud). A tel point qu'ils se sont rassemblés depuis 2008 dans [l'Alliance mondiale des récupérateurs de déchets](#). Cette organisation a participé aux dernières conférences internationales sur le climat et réclame l'accès des récupérateurs aux mécanismes de financement pour la lutte contre le réchauffement climatique.

### Ressources à exploiter :

Les pays du Sud face au défi des déchets urbains, Le Monde, 01/09/2012

Le secteur privé développe-t-il le Sud ?, présentation du 25 octobre 2012, conférence AFD, Partie 2 : [Table-ronde sur les conditions favorables à une intervention pérenne du secteur privé dans le secteur des déchets](#) David Wilson, Spécialiste des déchets et Professeur à l'Imperial College London et Jean-Pierre Yméle, Directeur de l'agence Hysacam Douala, Hysacam (Cameroun).

[What a Waste: A Global Review of Solid Waste Management](#), Banque Mondiale, 116 p., 06/2012 (rapport intégral disponible en anglais)

[Décentralisation et services d'eau potable et d'assainissement](#) : quelles stratégies de renforcement des communes pour l'accès aux services ? GRET, 08/2012

[Réflexion sur l'intégration du secteur informel au circuit de gestion communale des déchets solides](#) : cas de la municipalité de Beni Mellal (Maroc), 05/2010, 31 p.

## Nouvelles publications dans les agences du réseau Fnau

**Transportation challenges in a booming city : coordination of the mass transit network and urban development in Addis Ababa.**- Agence d'urbanisme de Lyon, 10/2012, 27 p.

[En ligne](#)

**Coopération décentralisée Grand Lyon Porto-Novo : mission technique de l'Agence d'urbanisme de Lyon à Porto-Novo 4 au 11 juillet 2012.** Agence d'urbanisme de Lyon, 09/2012, 19 p.

**De la voie rapide à l'avenue urbaine : la possibilité d'une « autre » ville ?** Note rapide de l'IAU n° 606, IAU-Ile-de-France, 10/2012

[En ligne](#)

## Actualités de la coopération et du développement urbain

**Le nouveau plan d'orientations stratégiques de l'AFD vient d'être adopté** par son Conseil d'administration. Il fixe les grands axes qui guideront son action pour les années 2012-2016 : [en ligne](#)

L'ARENE Île-de-France et le Conseil Régional Île-de-France organisent la rencontre des acteurs de la coopération et du développement durable, **le 28 novembre 2012 sur « Développement urbain durable : contribution du bâti vernaculaire, incompatible ou voie d'avenir »**. Des retours d'expériences illustreront la présentation d'une étude effectuée en partenariat avec l'AFD et la DAECT/MAEE et réalisée par Nomadéis.

L'INTA a organisé, du 23 au 29 septembre 2012, **une mission d'expertise sur l'aménagement du territoire et le développement urbain au Bénin**. Cette mission a pour objectif une réflexion stratégique sur une zone d'activités, qui donnera lieu à des échanges réguliers sur les questions d'aménagement du territoire, de métropolisation et de gestion de l'urbanisation dans les pays situés au sud du Sahara. Une petite équipe internationale est chargée de faire des propositions de développement pour un pôle logistique de plus de 100 000 habitants entre Cotonou, Porto Novo et la frontière du Niger (Sèmè Podji) : [en savoir plus](#)

Avec le soutien de l'AFD, **l'ARRICOD vient de publier le résultat de ses réflexions sur "L'Action internationale des collectivités territoriales"**. [Lire les bonnes feuilles du sommaire](#)

**Quels sont les points communs entre une ville du Sud et une ville du Nord ?** Qu'est-ce qui les différencie ? Interview vidéo Guillaume Josse, urbaniste à l'AFD, [écouter l'interview](#)

**Un audit remet en question la durabilité des projets d'assainissement en Afrique.**

De nombreux projets liés à l'eau et à l'assainissement, financés par l'UE en Afrique subsaharienne, ne sont pas durables en raison du manque de soutien technique et financier. Les 23 projets (Angola, au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Nigéria et en Tanzanie) examinés dans le cadre de cet audit révèle que moins de la moitié des projets du secteur de l'eau et de l'assainissement répondent aux besoins des bénéficiaires : [en savoir plus](#)

**Bâtir des villes pour tous en Afrique : leçons de quatre expériences.**-MANSION (A.), RACHMUHL (V.), *Études et Travaux en ligne*

n°31, GRET, GLTN-ONU-Habitat, 2012, 144 p. Parce que 2/3 des habitants des bidonvilles vivent en Afrique, le GRET a analysé quatre opérations urbaines en Mauritanie (Nouakchott), au Maroc (Casablanca), au Rwanda (Kigali) et au Sénégal (Pikine Irrégulier Sud) et recommande des priorités pour la prise en compte des habitants : [Lire La synthèse de l'ouvrage](#) (23 p.)

**Villes de demain : villes innovantes et intelligentes : ce sera le thème de la VIIe Table ronde des maires franco-chinois, le 11 décembre prochain, à Bordeaux.**

Cette rencontre est organisée à l'initiative du Comité France Chine et de l'Institut de politique étrangère du Peuple Chinois (CPIFA), en lien avec l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) et les villes de Bordeaux, Grenoble et Orléans.

**1<sup>er</sup> au 4 octobre 2013 : Congrès mondial de CGLU à Rabat :** "Imaginer la Société, Construire la Démocratie" : centenaire du mouvement municipal international.

**Fonds de soutien franco-marocain :** La France et le Maroc lancent un Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Les projets devront être déposés avant le 31 décembre 2013 : [en savoir plus](#)

Sources : lettre COOP DEC Info, Banque Mondiale, Jeune Afrique, AFD, CGLU, INTA,...

**Votre contact pour cette veille documentaire :**  
[v.pelot@urbalyon.org](mailto:v.pelot@urbalyon.org)